



[HeinOnline](#)

Citations:

Bluebook 20th ed.

French and Arabic original texts of the Constitution of 1989 [1] (1989) Title Page

ALWD 6th ed.

Chicago 7th ed.

, " The Constitution, 1989 : [1]-[3]

OSCOLA 4th ed.

, " [1]

Provided by:

Harvard Law School Library

-- Your use of this HeinOnline PDF indicates your acceptance of HeinOnline's Terms and Conditions of the license agreement available at

<https://heinonline.org/HOL/License>

-- The search text of this PDF is generated from uncorrected OCR text.

**REPUBLIQUE ALGERIENNE
DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

LA CONSTITUTION

1989

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

PREAMBULE

Le peuple Algérien est un peuple libre, décidé à le demeurer.

Son Histoire est une longue chaîne de luttes qui ont fait de l'Algérie de toujours une terre de liberté et de dignité.

Placée au cœur des grands moments qu'a connus la Méditerranée au cours de son Histoire, l'Algérie a su trouver dans ses fils, depuis le royaume numide et l'épopée de l'Islam jusqu'aux guerres coloniales, les hérauts de la liberté, de l'unité et du progrès en même temps que les bâtisseurs d'Etats démocratiques et prospères dans les périodes de grandeur et de paix.

Le 1er Novembre 1954 aura été un des sommets de son destin. Aboutissement d'une longue résistance aux agressions menées contre sa culture, ses valeurs et sa personnalité, le 1er Novembre aura solidement ancré les luttes présentes dans le passé glorieux de la Nation.

Réuni dans le mouvement national puis au sein du Front de Libération Nationale, le peuple a versé son sang pour assumer son destin collectif dans la liberté et l'identité culturelle retrouvées et se doter d'institutions authentiquement populaires.

Couronnant la guerre populaire par une indépendance payée du sacrifice des meilleurs de ses enfants, le Front de Libération Nationale restaure enfin, dans toute sa plénitude, un Etat moderne et souverain.

Sa foi dans les choix collectifs a permis au peuple de remporter des victoires décisives, marquées par la récupération des richesses

nationales et la construction d'un Etat à son service exclusif, exerçant ses pouvoirs en toute indépendance et à l'abri de toute pression extérieure.

Ayant toujours milité pour la liberté et la démocratie, le peuple entend, par cette Constitution, se doter d'institutions fondées sur la participation des citoyens à la gestion des affaires publiques et qui réalisent la justice sociale, l'égalité et la liberté de chacun et de tous.

En approuvant cette Constitution, œuvre de son génie propre, reflet de ses aspirations, fruit de sa détermination et produit de mutations sociales profondes, le peuple entend ainsi consacrer plus solennellement que jamais la primauté du droit.

La Constitution est au-dessus de tous; elle est la loi fondamentale qui garantit les droits et libertés individuels et collectifs, protège la règle du libre choix du peuple et confère la légitimité à l'exercice des pouvoirs. Elle permet d'assurer la protection juridique et le contrôle de l'action des pouvoirs publics dans une société où règnent la légalité et l'épanouissement de l'homme dans toutes ses dimensions.

Fort de ses valeurs spirituelles profondément enracinées et de ses traditions de solidarité et de justice, le peuple est confiant dans ses capacités à œuvrer pleinement au progrès culturel, social et économique du monde d'aujourd'hui et de demain.

L'Algérie, terre d'Islam, partie intégrante du Grand Maghreb, pays arabe, méditerranéen et africain, s'honore du rayonnement de sa Révolution du 1er Novembre et du respect que le pays a su acquérir et conserver en raison de son engagement pour toutes les causes justes dans le monde.

La fierté du peuple, ses sacrifices, son sens des responsabilités, son attachement ancestral à la liberté et à la justice sociale sont les meilleurs garants du respect des principes de cette Constitution qu'il adopte et transmet aux générations futures, dignes héritières des pionniers et des bâtisseurs d'une société libre.

TITRE PREMIER

**Des principes généraux
régissant la société algérienne**

CHAPITRE I

DE L'ALGERIE

ARTICLE 1er :

L'Algérie est une République Démocratique et Populaire.
Elle est une et indivisible.

ARTICLE 2 :

L'Islam est la religion de l'Etat.

ARTICLE 3 :

L'Arabe est la langue nationale et officielle.

ARTICLE 4 :

La capitale de la République est ALGER.

ARTICLE 5 :

L'emblème national, le sceau de l'Etat et l'hymne national sont définis par la loi.

CHAPITRE II

DU PEUPLE

ARTICLE 6 :

Le peuple est la source de tout pouvoir.
La souveraineté nationale appartient au peuple.

ARTICLE 7 :

Le pouvoir constituant appartient au peuple.
Le peuple exerce sa souveraineté par l'intermédiaire des institutions qu'il se donne.
Le peuple l'exerce par voie de référendum et par l'intermédiaire de ses représentants élus.
Le Président de la République peut directement recourir à l'expression de la volonté du peuple.

ARTICLE 8 :

Le peuple se donne des institutions ayant pour finalité :

- La sauvegarde et la consolidation de l'indépendance nationale.
- La sauvegarde et la consolidation de l'identité et de l'unité nationales.
- La protection des libertés fondamentales du citoyen et l'épanouissement social et culturel de la Nation.
- La suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.
- La protection de l'économie nationale contre toute forme de malversation ou de détournement, d'accaparement ou de confiscation illégitime.

ARTICLE 9 :

Les institutions s'interdisent :

- Les pratiques féodales, régionalistes et népotiques.

- L'établissement de rapports d'exploitation et de liens de dépendance.
- Les pratiques contraires à la morale islamique et aux valeurs de Novembre.

ARTICLE 10 :

Le peuple choisit librement ses représentants.

La représentation du peuple n'a d'autres limites que celles fixées par la Constitution et la loi électorale.

CHAPITRE III

DE L'ETAT

ARTICLE 11 :

L'Etat puise sa légitimité et sa raison d'être dans la volonté du peuple.
Sa devise est «Par le Peuple et pour le Peuple».
Il est au service exclusif du Peuple.

ARTICLE 12 :

La souveraineté de l'Etat s'exerce sur son espace terrestre, son espace aérien et ses eaux.

L'Etat exerce également ses compétences établies par le droit international sur chacune des différentes zones de l'espace maritime qui lui reviennent.

ARTICLE 13 :

En aucun cas, il ne peut être abandonné ou aliéné une partie du territoire national.

ARTICLE 14 :

L'Etat est fondé sur les principes d'organisation démocratique et de justice sociale.

L'Assemblée élue constitue le cadre dans lequel s'exprime la volonté du peuple et s'exerce le contrôle de l'action des pouvoirs publics.

ARTICLE 15 :

Les collectivités territoriales de l'Etat sont la Commune et la Wilaya.
La Commune est la collectivité de base.

ARTICLE 16 :

L'Assemblée élue constitue l'assise de la décentralisation et le lieu de la participation des citoyens à la gestion des affaires publiques.

ARTICLE 17 :

La propriété publique est un bien de la collectivité nationale.

Elle comprend le sous-sol, les mines et les carrières, les sources naturelles d'énergie, les richesses minérales, naturelles et vivantes des différentes zones du domaine maritime national, les eaux et les forêts.

Elle est, en outre, établie sur les transports ferroviaires, maritimes et aériens, les postes et les télécommunications, ainsi que sur d'autres biens fixés par la loi.

ARTICLE 18 :

Le domaine national est défini par la loi.

Il comprend les domaines public et privé de l'Etat, de la Wilaya et de la Commune.

La gestion du domaine national s'effectue conformément à la loi.

ARTICLE 19 :

L'organisation du commerce extérieur relève de la compétence de l'Etat.

La loi détermine les conditions d'exercice et de contrôle du commerce extérieur.

ARTICLE 20 :

L'expropriation ne peut intervenir que dans le cadre de la loi.

Elle donne lieu à une indemnité préalable juste et équitable.

ARTICLE 21 :

Les fonctions au service des institutions de l'Etat ne peuvent constituer une source d'enrichissement ni un moyen de servir des intérêts privés.

ARTICLE 22 :

L'abus d'autorité est réprimé par la loi.

ARTICLE 23 :

L'Etat est responsable de la sécurité de chaque citoyen.

Il assure sa protection à l'étranger.

ARTICLE 24 :

La consolidation et le développement du potentiel de défense de la Nation s'organisent autour de l'Armée Nationale Populaire.

L'Armée Nationale Populaire a pour mission permanente la sauvegarde de l'indépendance nationale et la défense de la souveraineté nationale.

Elle est chargée d'assurer la défense de l'unité et de l'intégrité territoriale du pays, ainsi que la protection de son espace terrestre, de son espace aérien et des différentes zones de son domaine maritime.

ARTICLE 25 :

L'Algérie se défend de recourir à la guerre pour porter atteinte à la souveraineté légitime et à la liberté d'autres peuples.

Elle s'efforce de régler les différends internationaux par des moyens pacifiques.

ARTICLE 26 :

L'Algérie est solidaire de tous les peuples qui luttent pour la libération politique et économique, pour le droit à l'autodétermination et contre toute discrimination raciale.

ARTICLE 27 :

L'Algérie œuvre au renforcement de la coopération internationale et au développement des relations amicales entre les Etats sur la base de l'égalité, de l'intérêt mutuel et de la non-ingérence dans les affaires intérieures. Elle souscrit aux principes et objectifs de la Charte des Nations Unies.

CHAPITRE IV

DES DROITS ET DES LIBERTES

ARTICLE 28 :

Les citoyens sont égaux devant la loi, sans que puisse prévaloir aucune discrimination pour cause de naissance, de race, de sexe, d'opinion ou de toute autre condition ou circonstance personnelle ou sociale.

ARTICLE 29 :

La nationalité algérienne est définie par la loi.

Les conditions d'acquisition, de conservation, de perte et de déchéance de la nationalité algérienne sont déterminées par la loi.

ARTICLE 30 :

Les institutions ont pour finalité d'assurer l'égalité en droits et devoirs de tous les citoyens et citoyennes en supprimant les obstacles qui entravent l'épanouissement de la personne humaine et empêchent la participation effective de tous à la vie politique, économique, sociale et culturelle.

ARTICLE 31 :

Les libertés fondamentales et les Droits de l'Homme et du citoyen sont garantis.

Ils constituent le patrimoine commun de tous les Algériens et Algériennes, qu'ils ont le devoir de transmettre de génération en génération pour le conserver dans son intégrité et son inviolabilité.

ARTICLE 32 :

La défense individuelle ou associative des Droits fondamentaux de l'Homme et des libertés individuelles et collectives est garantie.

ARTICLE 33 :

L'Etat garantit l'inviolabilité de la personne humaine.
Toute forme de violence physique ou morale est proscrite.

ARTICLE 34 :

Les infractions commises à l'encontre des droits et libertés ainsi que les atteintes physiques ou morales à l'intégrité de l'être humain sont réprimées par la loi.

ARTICLE 35 :

La liberté de conscience et la liberté d'opinion sont inviolables.

ARTICLE 36 :

La liberté de création intellectuelle, artistique et scientifique est garantie au citoyen.

Les droits d'auteur sont protégés par la loi.

La mise sous séquestre de toute publication, enregistrement ou tout autre moyen de communication et d'information ne pourra se faire qu'en vertu d'un mandat judiciaire.

ARTICLE 37 :

La vie privée et l'honneur du citoyen sont inviolables et protégés par la loi.

Le secret de la correspondance et de la communication privées sous toutes leurs formes est garanti.

ARTICLE 38 :

L'Etat garantit l'inviolabilité du domicile.

Nulle perquisition ne peut avoir lieu qu'en vertu de la loi et dans le respect de celle-ci.

La perquisition ne peut intervenir que sur ordre écrit émanant de l'autorité judiciaire compétente.

ARTICLE 39 :

Les libertés d'expression, d'association et de réunion sont garanties au citoyen.

ARTICLE 40 :

Le droit de créer des associations à caractère politique est reconnu.

Ce droit ne peut toutefois être invoqué pour attenter aux libertés fondamentales, à l'unité nationale, à l'intégrité territoriale, à l'indépendance du pays et à la souveraineté du peuple.

ARTICLE 41 :

Tout citoyen, jouissant de ses droits civils et politiques, a le droit de

choisir librement le lieu de sa résidence et de circuler sur le territoire national.

Le droit d'entrer et de sortir du territoire national lui est garanti.

ARTICLE 42 :

Toute personne est présumée innocente jusqu'à l'établissement de sa culpabilité par une juridiction régulière et avec toutes les garanties exigées par la loi.

ARTICLE 43 :

Nul ne peut être tenu pour coupable si ce n'est en vertu d'une loi dûment promulguée antérieurement à l'acte incriminé.

ARTICLE 44 :

Nul ne peut être poursuivi, arrêté ou détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites.

ARTICLE 45 :

En matière d'enquête pénale, la garde à vue est soumise au contrôle judiciaire et ne peut excéder quarante-huit heures.

La personne gardée à vue a le droit d'entrer immédiatement en contact avec sa famille.

La prolongation du délai de garde à vue ne peut avoir lieu, exceptionnellement, que dans les conditions fixées par la loi.

A l'expiration du délai de garde à vue, il est obligatoirement procédé à l'examen médical de la personne retenue si celle-ci le demande et dans tous les cas, elle est informée de cette faculté.

ARTICLE 46 :

L'erreur judiciaire entraîne réparation par l'Etat.

La loi détermine les conditions et modalités de la réparation.

ARTICLE 47 :

Tout citoyen remplissant les conditions légales est électeur et éligible.

ARTICLE 48 :

L'égal accès aux fonctions et aux emplois au sein de l'Etat est garanti à tous les citoyens, sans autres conditions que celles fixées par la loi.

ARTICLE 49 :

La propriété privée est garantie.

Le droit d'héritage est garanti.

Les biens wakf et des fondations sont reconnus ; leur destination est protégée par la loi.

ARTICLE 50 :

Le droit à l'enseignement est garanti .

L'enseignement est gratuit dans les conditions fixées par la loi.

L'enseignement fondamental est obligatoire.

L'Etat organise le système d'enseignement.

L'Etat veille à l'égal accès à l'enseignement et à la formation professionnelle.

ARTICLE 51 :

Tous les citoyens ont droit à la protection de leur santé.

L'Etat assure la prévention et la lutte contre les maladies épidémiques et endémiques.

ARTICLE 52 :

Tous les citoyens ont droit au travail.

Le droit à la protection, à la sécurité et à l'hygiène dans le travail est garanti par la loi.

Le droit au repos est garanti ; la loi en détermine les modalités d'exercice.

ARTICLE 53 :

Le droit syndical est reconnu à tous les citoyens.

ARTICLE 54 :

Le droit de grève est reconnu. Il s'exerce dans le cadre de la loi.

Celle-ci peut en interdire ou en limiter l'exercice dans les domaines de défense nationale et de sécurité, ou pour tous services ou activités publics d'intérêt vital pour la communauté.

ARTICLE 55 :

La famille bénéficie de la protection de l'Etat et de la société.

ARTICLE 56 :

Les conditions de vie des citoyens qui ne peuvent pas encore, qui ne peuvent plus ou ne pourront jamais travailler, sont garanties.

CHAPITRE V

DES DEVOIRS

ARTICLE 57 :

Nul n'est censé ignorer la loi.

Toute personne est tenue de respecter la Constitution et de se conformer aux lois de la République.

ARTICLE 58 :

Tout citoyen a le devoir de protéger et de sauvegarder l'indépendance du pays, sa souveraineté et l'intégrité de son territoire national.

La trahison, l'espionnage, le passage à l'ennemi ainsi que toutes les infractions commises au préjudice de la sécurité de l'Etat, sont réprimés avec toute la rigueur de la loi.

ARTICLE 59 :

Tout citoyen doit remplir loyalement ses obligations vis-à-vis de la collectivité nationale.

L'engagement du citoyen envers la Patrie et l'obligation de contribuer à sa défense constituent des devoirs sacrés et permanents.

L'Etat garanti le respect des symboles de la Révolution, la mémoire des chouhada et la dignité de leurs ayants droit et des moudjahidine.

ARTICLE 60 :

L'ensemble des libertés de chacun s'exercent dans le respect des droits reconnus à autrui par la Constitution, particulièrement dans le respect du droit à l'honneur, à l'intimité et à la protection de la famille, à celle de la jeunesse et de l'enfance.

ARTICLE 61 :

Les citoyens sont égaux devant l'impôt. Chacun doit participer au financement des charges publiques en fonction de sa capacité contributive.

Nul impôt ne peut être institué qu'en vertu de la loi.

Nul impôt, contribution, taxe ou droit d'aucune sorte ne peut être institué avec effet rétroactif.

ARTICLE 62 :

La loi sanctionne le devoir des parents dans l'éducation et la protection de leurs enfants, ainsi que le devoir des enfants dans l'aide et l'assistance à leurs parents.

ARTICLE 63 :

Tout citoyen a le devoir de protéger la propriété publique et les intérêts de la collectivité nationale et de respecter la propriété d'autrui.

ARTICLE 64 :

Tout étranger qui se trouve régulièrement sur le territoire national jouit, pour sa personne et pour ses biens, de la protection de la loi.

ARTICLE 65 :

Nul ne peut être extradé si ce n'est en vertu et en application de la loi d'extradition.

ARTICLE 66 :

En aucun cas, un réfugié politique, bénéficiant légalement du droit d'asile, ne peut être livré ou extradé.

TITRE DEUXIEME

De l'organisation des pouvoirs

CHAPITRE I

DU POUVOIR EXECUTIF

ARTICLE 67 :

Le Président de la République, Chef de l'Etat, incarne l'unité de la Nation.

Il est garant de la Constitution.

Il incarne l'Etat dans le pays et à l'étranger.

Il s'adresse directement à la Nation.

ARTICLE 68 :

Le Président de la République est élu au suffrage universel, direct et secret.

L'élection est acquise à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Les autres modalités de l'élection présidentielle sont fixées par la loi.

ARTICLE 69 :

Le Président de la République exerce la magistrature suprême dans les limites fixées par la Constitution.

ARTICLE 70 :

Pour être éligible à la Présidence de la République, il faut être de nationalité algérienne d'origine, de confession musulmane, avoir quarante ans révolus au jour de l'élection et jouir de la plénitude de ses droits civils et politiques.

ARTICLE 71 :

La durée du mandat présidentiel est de cinq ans.

Le Président de la République est rééligible.

ARTICLE 72 :

Le Président de la République prête serment devant le peuple et en présence de toutes les hautes instances de la Nation dans la semaine qui suit son élection.

Il entre en fonction aussitôt après sa prestation de serment.

ARTICLE 73 :

Le Président de la République prête serment dans les termes ci-après :
«Fidèle au sacrifice suprême et à la mémoire sacrée de nos martyrs ainsi qu'aux idéaux de la Révolution de Novembre, je jure par Dieu Tout-Puisant de respecter et de glorifier la religion islamique, de défendre la Constitution, de respecter le libre choix du peuple, ainsi que les institutions et lois de la République, de préserver l'intégrité du territoire national, l'unité du peuple et de la Nation, de protéger les libertés et droits fondamentaux de l'homme et du citoyen, de travailler sans relâche au développement et à la prospérité du peuple, et d'œuvrer de toutes mes forces à la réalisation des grands idéaux de justice, de liberté et de paix dans le monde».

ARTICLE 74 :

Outre les pouvoirs que lui confèrent expressément d'autres dispositions de la Constitution, le Président de la République jouit des pouvoirs et prérogatives suivants :

- 1) Il est le Chef suprême de toutes les forces armées de la République ;
- 2) Il est responsable de la défense nationale ;
- 3) Il arrête et conduit la politique extérieure de la Nation ;
- 4) Il préside le Conseil des ministres ;
- 5) Il nomme le Chef du Gouvernement et met fin à ses fonctions ;
- 6) Il signe les décrets présidentiels ;
- 7) Il pourvoit aux emplois civils et militaires de l'Etat;
- 8) Il dispose du droit de grâce, du droit de remise ou de commutation de peine;
- 9) Il peut, sur toute question d'importance nationale, saisir le peuple par voie de référendum;
- 10) Il nomme et rappelle les ambassadeurs et les envoyés extraordinaires de la République à l'étranger. Il reçoit les lettres de créance ou de rappel des représentants diplomatiques étrangers;
- 11) Il conclut et ratifie les traités internationaux;
- 12) Il décerne les décorations, distinctions et titres honorifiques d'Etat.

ARTICLE 75 :

Le Chef du Gouvernement présente les membres du gouvernement qu'il a choisis au Président de la République qui les nomme.

Le Chef du Gouvernement arrête son programme qu'il présente en Conseil des ministres.

ARTICLE 76 :

Le Chef du Gouvernement soumet son programme à l'approbation de l'Assemblée Populaire Nationale.

Celle-ci ouvre, à cet effet, un débat général.

Le Chef du Gouvernement peut adapter son programme à la lumière de ce débat.

ARTICLE 77 :

En cas de non-approbation de son programme par l'Assemblée Populaire Nationale, le Chef du Gouvernement présente la démission de son gouvernement au Président de la République.

Celui-ci nomme à nouveau un Chef de Gouvernement selon les mêmes modalités.

ARTICLE 78 :

Si l'approbation de l'Assemblée Populaire Nationale n'est de nouveau pas obtenue, l'Assemblée Populaire Nationale est dissoute de plein droit.

De nouvelles élections législatives ont lieu dans un délai maximal de trois mois.

ARTICLE 79 :

Le Chef du Gouvernement exécute et coordonne le programme adopté par l'Assemblée Populaire Nationale.

ARTICLE 80 :

Le Gouvernement présente annuellement à l'Assemblée Populaire Nationale une déclaration de politique générale.

La déclaration de politique générale donne lieu à débat sur l'action du Gouvernement.

Ce débat peut s'achever par une résolution ou donner lieu au dépôt d'une motion de censure, conformément aux dispositions des articles 126, 127 et 128 ci-dessous.

Le Chef du Gouvernement peut demander un vote de confiance.

ARTICLE 81 :

Outre les pouvoirs que lui confèrent expressément d'autres dispositions de la Constitution, le Chef du Gouvernement exerce les attributions suivantes :

- 1 - Il répartit les attributions entre les membres du gouvernement dans le respect des dispositions constitutionnelles;
- 2 - Il préside le Conseil de Gouvernement;
- 3 - Il veille à l'exécution des lois et règlements;

4 - Il signe les décrets exécutifs;

5 - Il nomme aux emplois de l'Etat, sans préjudice des dispositions de l'article 74, alinéas 7 et 10.

ARTICLE 82 :

Le Chef du Gouvernement peut présenter au Président de la République la démission de son Gouvernement.

ARTICLE 83 :

Le Président de la République ne peut, en aucun cas, déléguer le pouvoir de nommer les membres du Conseil constitutionnel qui relèvent de ce pouvoir, non plus que le pouvoir de nommer le Chef du Gouvernement, les membres du Gouvernement, les membres de Haut Conseil de Sécurité et du Haut Conseil Islamique et de mettre fin à leurs fonctions.

De même, il ne peut déléguer son pouvoir de recourir au référendum, de dissoudre l'Assemblée Populaire Nationale, de décider des élections législatives anticipées, de mettre en œuvre les dispositions prévues aux articles 86 à 91 de la Constitution ainsi que les pouvoirs fixés aux alinéas 1, 2, 3, 4, 6, 8, 10 et 11 de l'article 74 et les dispositions des articles 117 et 118 de la Constitution.

ARTICLE 84 :

Lorsque le Président de la République, pour cause de maladie grave et durable, se trouve dans l'impossibilité totale d'exercer ses fonctions, le Conseil constitutionnel se réunit de plein droit et après avoir vérifié la réalité de cet empêchement par tous moyens appropriés, propose, à l'unanimité, à l'Assemblée Populaire Nationale de déclarer l'état d'empêchement.

L'Assemblée Populaire Nationale déclare l'état d'empêchement du Président de la République à la majorité des deux-tiers de ses membres et charge de l'intérim de Chef de l'Etat, pour une période maximale de quarante-cinq jours, son Président qui exerce ses prérogatives dans le respect des dispositions de l'article 85 de la Constitution.

En cas de continuation de l'empêchement, à l'expiration du délai de quarante-cinq jours, il est procédé à une déclaration de vacance, par démission de plein droit, selon la procédure visée aux alinéas ci-dessus et selon les dispositions des alinéas suivants du présent article.

En cas de démission ou de décès du Président de la République, le Conseil constitutionnel se réunit de plein droit et constate la vacance définitive de la Présidence de la République.

Il communique immédiatement l'acte de déclaration de vacance définitive à l'Assemblée Populaire Nationale qui se réunit de plein droit.

Le Président de l'Assemblée Populaire Nationale assume la charge de Chef de l'Etat pour une durée maximale de quarante-cinq jours, au cours de laquelle des élections présidentielles sont organisées.

Le Chef de l'Etat, ainsi désigné, ne peut être candidat à la Présidence de la République.

Le Président de la République élu accomplit son mandat conformément aux articles 67 à 74 de la Constitution.

En cas de conjonction de décès du Président de la République et de vacance de l'Assemblée Populaire Nationale pour cause de dissolution, le Conseil constitutionnel se réunit de plein droit et constate la vacance définitive de la Présidence de la République.

Le président du Conseil constitutionnel assume la charge de Chef de l'Etat dans les conditions fixées aux alinéas précédents du présent article et à l'article 85 de la Constitution.

ARTICLE 85 :

Le Gouvernement en fonction au moment de l'empêchement, du décès ou de la démission du Président de la République ne peut être démis ou remanié jusqu'à l'entrée en fonction du nouveau Président de la République.

Dans le cas où le Chef du Gouvernement en fonction est candidat à la Présidence de la République, il démissionne de plein droit. La fonction de Chef du Gouvernement est assumée par un autre membre du Gouvernement désigné par le Chef de l'Etat.

Pendant les périodes des quarante-cinq jours, il ne peut être fait application des dispositions prévues aux alinéas 8 et 9 de l'article 74, ainsi qu'aux articles 75, 90, 120, 127 et 128 de la Constitution.

Pendant les mêmes périodes, les articles 87, 88, 89 et 91 de la Constitution ne peuvent être mis en œuvre qu'avec l'approbation de l'Assemblée Populaire Nationale, le Conseil constitutionnel et le Haut-Conseil de Sécurité préalablement consultés.

ARTICLE 86 :

En cas de nécessité impérieuse, le Haut-Conseil de Sécurité réuni, le Président de l'Assemblée Populaire Nationale, le Chef du Gouvernement et le Président du Conseil constitutionnel consultés, le Président de la République décrète l'état d'urgence ou l'état de siège, pour une durée déterminée et prend toutes les mesures nécessaires au rétablissement de la situation.

La durée de l'état d'urgence ou de l'état de siège ne peut être prorogée qu'après approbation de l'Assemblée Populaire Nationale.

ARTICLE 87 :

Lorsque le pays est menacé d'un péril imminent dans ses institutions, dans son indépendance ou dans son intégrité territoriale, le Président de la République décrète l'état d'exception.

Une telle mesure est prise, le Conseil constitutionnel consulté, le Haut-Conseil de Sécurité et le Conseil des ministres entendus.

L'état d'exception habilite le Président de la République à prendre les mesures exceptionnelles que commande la sauvegarde de l'indépendance de la Nation et des institutions de la République.

L'Assemblée Populaire Nationale se réunit de plein droit.

L'état d'exception prend fin dans les mêmes formes et selon les procédures ci-dessus qui ont présidé à sa proclamation.

ARTICLE 88 :

La mobilisation générale est décrétée par le Président de la République.

ARTICLE 89 :

Le conseil des ministres réuni, le Haut-Conseil de Sécurité entendu, le Président de la République déclare la guerre en cas d'agression effective ou immminente , conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies.

L'Assemblée Populaire Nationale se réunit de plein droit.

Le Président de la République informe la Nation par un message.

ARTICLE 90 :

Pendant la durée de l'état de guerre, la Constitution est suspendue et le Président de la République assume tous les pouvoirs.

ARTICLE 91 :

Le Président de la République signe les accords d'armistice et les traités de paix.

Il recueille l'avis du Conseil constitutionnel sur les accords qui s'y rapportent.

Il soumet ceux-ci immédiatement à l'approbation expresse de l'Assemblée Populaire Nationale.

CHAPITRE II

DU POUVOIR LEGISLATIF

ARTICLE 92 :

Le pouvoir législatif est exercé par une assemblée unique dénommée: Assemblée Populaire Nationale.

Elle élabore et vote la loi souverainement.

ARTICLE 93 :

L'Assemblée Populaire Nationale contrôle l'action du Gouvernement dans les conditions fixées par les articles 76 et 80 de la Constitution.

ARTICLE 94 :

Dans le cadre de ses attributions constitutionnelles, l'Assemblée Populaire Nationale doit rester fidèle au mandat du peuple et demeurer à l'écoute permanente de ses aspirations.

ARTICLE 95 :

Les membres de l'Assemblée Populaire Nationale sont élus au suffrage universel, direct et secret.

ARTICLE 96 :

L'Assemblée Populaire Nationale est élue pour une durée de cinq ans.

Ce mandat ne peut être prolongé qu'en cas de circonstances exceptionnellement graves empêchant le déroulement normal des élections.

Cette situation est constatée par décision de l'Assemblée Populaire Nationale, sur proposition du Président de la République, le Conseil constitutionnel consulté.

ARTICLE 97 :

Les modalités d'élection des députés et en particulier leur nombre, les conditions d'éligibilité et le régime des incompatibilités, sont fixés par la loi.

ARTICLE 98 :

La validation des mandats des députés relève de la compétence de l'Assemblée Populaire Nationale.

ARTICLE 99 :

La mandat de député est national.
Il est renouvelable.

ARTICLE 100 :

Le député qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions de son éligibilité encourt la déchéance de son mandat.

Cette déchéance est décidée par l'Assemblée Populaire Nationale à la majorité de ses membres.

ARTICLE 101 :

Le député engage sa responsabilité devant ses pairs qui peuvent révoquer son mandat s'il commet un acte indigne de sa fonction.

La loi fixe les conditions dans lesquelles un député peut encourir l'exclusion. Celle-ci est prononcée par l'Assemblée Populaire Nationale, à la majorité de ses membres, sans préjudice de toutes autres poursuites de droit commun.

ARTICLE 102 :

Les conditions dans lesquelles l'Assemblée Populaire Nationale accepte la démission de l'un de ses membres sont fixées par la loi.

ARTICLE 103 :

L'immunité parlementaire est reconnue au député pendant la durée de son mandat.

Aucun député ne peut faire l'objet de poursuites, d'arrestation, ou en général de toute action civile ou pénale non plus que de toutes formes de pression à raison des opinions qu'il a exprimées, des propos qu'il a tenus ou des votes qu'il a émis dans l'exercice de son mandat.

ARTICLE 104 :

Les poursuites ne peuvent être engagées contre un député pour un acte délictueux que sur renonciation expresse de l'intéressé ou sur autorisation de l'Assemblée Populaire Nationale qui décide, à la majorité de ses membres, la levée de son immunité.

ARTICLE 105 :

En cas de flagrant délit ou de crime flagrant, il peut être procédé à l'arrestation du député. Le bureau de l'Assemblée Populaire Nationale en est immédiatement informé.

Le bureau de l'Assemblée Populaire Nationale peut demander la suspension des poursuites et la mise en liberté du député. Il sera alors procédé conformément aux dispositions de l'article 104 ci-dessus.

ARTICLE 106 :

La loi détermine les conditions de remplacement d'un député en cas de vacance de son siège.

ARTICLE 107 :

La législature débute de plein droit le dixième jour suivant la date d'élection de l'Assemblée Populaire Nationale, sous la présidence de son doyen d'âge assisté des deux députés les plus jeunes.

Elle procède à l'élection de son bureau et à la constitution de ses commissions.

ARTICLE 108 :

Le Président de l'Assemblée Populaire Nationale est élu pour la durée de la législature.

ARTICLE 109 :

L'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée Populaire Nationale, ainsi que son budget et les indemnités de ses membres sont fixés par la loi.

L'Assemblée Populaire Nationale élabore et adopte son règlement intérieur.

ARTICLE 110 :

Les séances de l'Assemblée Populaire Nationale sont publiques. Il en est tenu un procès-verbal dont la publicité est assurée dans les conditions fixées par la loi.

L'Assemblée Populaire Nationale peut siéger à huis clos à la demande de son président, de la majorité de ses membres présents ou du Gouvernement.

ARTICLE 111 :

L'Assemblée Populaire Nationale crée ses commissions dans le cadre de son règlement intérieur.

Les commissions de l'Assemblée Populaire Nationale sont permanentes.

ARTICLE 112 :

L'Assemblée Populaire Nationale siège en deux sessions ordinaires par an, chacune d'une durée maximale de trois mois.

L'Assemblée Populaire Nationale peut être convoquée en session extraordinaire par le Président de la République ou à la demande des deux tiers de ses membres ou à celle du Chef du Gouvernement.

La clôture de la session extraordinaire intervient dès que l'Assemblée Populaire Nationale a épuisé l'ordre du jour pour lequel elle a été convoquée.

ARTICLE 113 :

L'initiative des lois appartient concurremment au Chef du Gouvernement et aux membres de l'Assemblée Populaire Nationale.

Les propositions de loi, pour être recevables, sont déposées par vingt députés.

Les projets de loi sont présentés en Conseil des ministres puis déposés par le Chef du Gouvernement sur le bureau de l'Assemblée Populaire Nationale.

ARTICLE 114 :

Est irrecevable toute proposition de loi qui a pour objet ou pour effet de diminuer les ressources publiques ou d'augmenter les dépenses publiques, sauf si elle est accompagnée de mesures visant à augmenter les recettes de l'Etat ou à faire des économies au moins correspondantes sur d'autres postes des dépenses publiques.

ARTICLE 115 :

L'Assemblée Populaire Nationale légifère dans les domaines que lui attribue la Constitution.

Relèvent également du domaine de la loi :

1) Les droits et devoirs fondamentaux des personnes, notamment le régime des libertés publiques, la sauvegarde des libertés individuelles et les obligations des citoyens;

2) Les règles générales relatives au statut personnel et au droit de la famille et notamment au mariage, au divorce, à la filiation, à la capacité et aux successions;

3) Les conditions d'établissement des personnes ;

4) La législation de base concernant la nationalité ;

5) Les règles générales relatives à la condition des étrangers ;

6) Les règles relatives à l'organisation judiciaire et à la création de juridictions ;

7) Les règles générales du droit pénal et de la procédure pénale et notamment la détermination des crimes et délits, l'institution des peines correspondantes de toute nature, l'amnistie et l'extradition ;

- 8) Les règles de la procédure civile et des voies d'exécution ;
- 9) Le régime des obligations civiles et commerciales ;
- 10) Le régime électoral ;
- 11) Le découpage territorial du pays ;
- 12) L'adoption du plan national ;
- 13) Le vote du budget de l'Etat ;
- 14) La création, l'assiette et le taux des impôts, contributions, taxes et droits de toute nature ;
- 15) Le régime douanier ;
- 16) Le régime des banques, du crédit et des assurances ;
- 17) Les règles générales relatives à l'enseignement ;
- 18) Les règles générales relatives à la santé publique et à la population ;
- 19) Les règles générales relatives au droit du travail et à la sécurité sociale ;
- 20) Les règles générales relatives à l'environnement et au cadre de vie ;
- 21) Les règles générales relatives à la protection de la faune et de la flore ;
- 22) La protection et la sauvegarde du patrimoine culturel et historique ;
- 23) Le régime général des forêts et des terres pastorales ;
- 24) Le régime général de l'eau ;
- 25) Le régime général des mines et des hydrocarbures ;
- 26) La création de décorations, distinctions et titres honorifiques d'Etat.

ARTICLE 116 :

Les matières autres que celles réservées à la loi relèvent du pouvoir réglementaire du Président de la République.

L'application des lois relève du domaine réglementaire du Chef du Gouvernement.

ARTICLE 117 :

La loi est promulguée par le Président de la République dans un délai de trente jours à compter de la date de sa remise.

ARTICLE 118 :

Le Président de la République peut demander une seconde lecture de la loi votée, dans les trente jours qui suivent son adoption.

Dans ce cas, la majorité des deux tiers des membres de l'Assemblée Populaire Nationale est requise pour l'adoption de la loi.

ARTICLE 119 :

Le Président de la République peut adresser un message à l'Assemblée Populaire Nationale.

ARTICLE 120 :

Le Président de l'Assemblée Populaire Nationale et le Chef du Gouver-

nement consultés, le Président de la République peut décider de la dissolution de l'Assemblée Populaire Nationale ou d'élections législatives anticipées.

Dans les deux cas, les élections législatives ont lieu dans un délai maximal de trois mois.

ARTICLE 121 :

A la demande du Président de la République, ou du président de l'Assemblée Populaire Nationale, celle-ci peut ouvrir un débat de politique étrangère.

Ce débat peut s'achever, le cas échéant, par une résolution de l'Assemblée Populaire Nationale qui sera communiquée par son Président au Président de la République.

ARTICLE 122 :

Les accords d'armistice, les traités de paix, d'alliances et d'union, les traités relatifs aux frontières de l'Etat, ainsi que les traités relatifs au statut des personnes et ceux entraînant des dépenses non prévues au budget de l'Etat sont ratifiés par le Président de la République, après leur approbation expresse par l'Assemblée Populaire Nationale.

ARTICLE 123 :

Les traités ratifiés par le Président de la République, dans les conditions prévues par la Constitution, sont supérieurs à la loi.

ARTICLE 124 :

Les membres de l'Assemblée Populaire Nationale peuvent interpellier le gouvernement sur une question d'actualité.

Les commissions de l'Assemblée Populaire Nationale peuvent entendre les membres du gouvernement.

ARTICLE 125 :

Les membres de l'Assemblée Populaire Nationale peuvent adresser, par voie orale ou en la forme écrite, toute question à tout membre du gouvernement.

La question écrite reçoit en la même forme une réponse dans un délai maximal de trente jours.

Les questions orales font l'objet d'une réponse en séance; toutefois le membre du Gouvernement peut y répondre par écrit dans un délai maximal de quinze jours.

Si l'Assemblée Populaire Nationale estime que la réponse, orale ou écrite, du membre du Gouvernement le justifie, un débat est ouvert dans les conditions que prévoit le règlement intérieur de l'Assemblée Populaire Nationale.

Les questions et les réponses sont publiées dans les mêmes conditions que les procès-verbaux des débats de l'Assemblée Populaire Nationale.

ARTICLE 126 :

A l'occasion du débat sur la déclaration de politique générale, l'Assemblée Populaire Nationale peut mettre en cause la responsabilité du Gouvernement par le vote d'une motion de censure.

Une telle motion n'est recevable que si elle est signée par le septième au moins du nombre des députés.

ARTICLE 127 :

La motion de censure doit être approuvée par un vote pris à la majorité des deux tiers des députés.

Le vote ne peut intervenir que trois jours après le dépôt de la motion de censure.

ARTICLE 128 :

Lorsque la motion de censure est approuvée par l'Assemblée Populaire Nationale, le Chef du Gouvernement présente la démission de son Gouvernement au Président de la République.

CHAPITRE III

DU POUVOIR JUDICIAIRE

ARTICLE 129 :

Le pouvoir judiciaire est indépendant.

ARTICLE 130 :

Le pouvoir judiciaire protège la société et les libertés. Il garantit à tous et à chacun la sauvegarde de leurs droits fondamentaux.

ARTICLE 131 :

La justice est fondée sur les principes de légalité et d'égalité.

Elle est égale pour tous, accessible à tous et s'exprime par le respect du droit.

ARTICLE 132 :

La justice est rendue au nom du peuple.

ARTICLE 133 :

Les sanctions pénales obéissent aux principes de légalité et de personnalité.

ARTICLE 134 :

La justice connaît des recours à l'encontre des actes des pouvoirs publics.

ARTICLE 135 :

Les décisions de justice sont motivées et prononcées en audience publique.

ARTICLE 136 :

Tous les organes qualifiés de l'Etat sont requis d'assurer en tout temps, en tout lieu et en toute circonstance, l'exécution des décisions de justice.

ARTICLE 137 :

La justice est rendue par des magistrats. Ils peuvent être assistés par des assesseurs populaires, dans les conditions fixées par la loi.

ARTICLE 138 :

Le juge n'obéit qu'à la loi.

ARTICLE 139 :

Le juge est protégé contre toute forme de pressions, interventions ou manœuvres de nature à nuire à l'accomplissement de sa mission ou au respect de son libre arbitre.

ARTICLE 140 :

Le magistrat est responsable devant le Conseil Supérieur de la Magistrature et dans les formes prescrites par la loi, de la manière dont il s'acquitte de sa mission.

ARTICLE 141 :

La loi protège le justiciable contre tout abus ou toute déviation du juge.

ARTICLE 142 :

Le droit à la défense est reconnu.
En matière pénale, il est garanti.

ARTICLE 143 :

La Cour Suprême constitue, dans tous les domaines du droit, l'organe régulateur de l'activité des cours et tribunaux.

Elle assure l'unification de la jurisprudence à travers le pays et veille au respect du droit.

ARTICLE 144 :

L'organisation, le fonctionnement et les autres attributions de la Cour Suprême sont fixés par la loi.

ARTICLE 145 :

Le Conseil Supérieur de la Magistrature est présidé par le Président de la République.

ARTICLE 146 :

Le Conseil Supérieur de la Magistrature décide, dans les conditions que

la loi détermine, des nominations, des mutations et du déroulement de la carrière des magistrats.

Il veille au respect des dispositions du statut de la magistrature et au contrôle de la discipline des magistrats, sous la présidence du premier président de la Cour Suprême.

ARTICLE 147 :

Le Conseil Supérieur de la Magistrature émet un avis consultatif préalable à l'exercice du droit de grâce par le Président de la République.

ARTICLE 148 :

La composition, le fonctionnement et les autres attributions du Conseil Supérieur de la Magistrature sont fixés par la loi.

TITRE TROISIEME

**Du contrôle et des institutions
consultatives**

CHAPITRE I

DU CONTROLE

ARTICLE 149 :

Les assemblées élues assument la fonction de contrôle dans sa dimension populaire.

ARTICLE 150 :

Le Gouvernement rend compte à l'Assemblée Populaire Nationale de l'utilisation des crédits budgétaires qu'elle lui a votés pour chaque exercice budgétaire.

L'exercice est clos, en ce qui concerne l'Assemblée Populaire Nationale, par le vote d'une loi portant règlement budgétaire pour l'exercice considéré.

ARTICLE 151 :

L'Assemblée Populaire Nationale peut, dans le cadre de ses prérogatives, instituer à tout moment une commission d'enquête sur toute affaire d'intérêt général.

ARTICLE 152 :

Les organes et institutions de contrôle sont chargés de vérifier la conformité de l'action législative et exécutive avec la Constitution et de vérifier les conditions d'utilisation et de gestion des moyens matériels et des fonds publics.

ARTICLE 153 :

Il est institué un Conseil constitutionnel, chargé de veiller au respect de la Constitution.

Le Conseil constitutionnel veille, en outre, à la régularité des opérations de référendum, d'élection du Président de la République et d'élections législatives. Il proclame les résultats de ces opérations.

ARTICLE 154 :

Le Conseil constitutionnel est composé de sept membres, dont deux désignés par le Président de la République, deux élus par l'Assemblée Populaire Nationale et deux élus par la Cour Suprême en son sein.

Aussitôt élus ou désignés, ils cessent tout autre mandat, fonction, charge ou mission.

Les membres du Conseil constitutionnel remplissent un mandat unique de six ans et sont renouvelés par moitié tous les trois ans.

Le Président de la République désigne, pour un mandat unique de six ans, le président du Conseil constitutionnel.

ARTICLE 155 :

Outre les autres attributions qui lui sont expressément conférées par d'autres dispositions de la Constitution, le Conseil constitutionnel se prononce sur la constitutionnalité des traités, lois et règlements, soit par un avis si ceux-ci ne sont pas encore rendus exécutoires, soit par une décision dans le cas contraire.

Il se prononce également sur la conformité à la Constitution du règlement intérieur de l'Assemblée Populaire Nationale.

ARTICLE 156 :

Le Conseil constitutionnel est saisi par le Président de la République ou le Président de l'Assemblée Populaire Nationale.

ARTICLE 157 :

Le Conseil constitutionnel délibère à huis-clos ; son avis ou sa décision sont donnés dans les vingt jours qui suivent la date de sa saisine.

Le Conseil constitutionnel fixe les règles de son fonctionnement.

ARTICLE 158 :

Lorsque le Conseil constitutionnel juge qu'un traité, accord ou convention est inconstitutionnel, sa ratification ne peut avoir lieu.

ARTICLE 159 :

Lorsque le Conseil constitutionnel juge qu'une disposition législative ou réglementaire est inconstitutionnelle, celle-ci perd tout effet du jour de la décision du Conseil.

ARTICLE 160 :

Il est institué une Cour des Comptes chargée du contrôle a posteriori

des finances de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics.

La Cour des Comptes établit un rapport annuel qu'elle adresse au Président de la République.

La loi détermine l'organisation et le fonctionnement de la Cour des Comptes et la sanction de ses investigations.

CHAPITRE II

DES INSTITUTIONS CONSULTATIVES

ARTICLE 161 :

Il est institué auprès du Président de la République un Haut Conseil Islamique.

Le Haut Conseil Islamique est composé de onze membres désignés par le Président de la République parmi les personnalités religieuses.

Le Haut Conseil Islamique élit son président en son sein.

ARTICLE 162 :

Il est institué un Haut Conseil de Sécurité, présidé par le Président de la République. Cet organe est chargé de donner à celui-ci des avis sur toutes les questions relatives à la sécurité nationale.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement du Haut Conseil de Sécurité sont fixées par le Président de la République.

TITRE QUATRIEME

De la révision constitutionnelle

ARTICLE 163 :

La révision constitutionnelle est décidée à l'initiative du Président de la République, votée par l'Assemblée Populaire Nationale, soumise par référendum à l'approbation du peuple et promulguée par le Président de la République.

ARTICLE 164 :

Lorsque de l'avis motivé du Conseil constitutionnel, un projet de révision constitutionnelle ne porte aucunement atteinte aux principes généraux régissant la société algérienne, aux droits et libertés de l'homme et du citoyen, ni n'affecte d'aucune manière les équilibres fondamentaux des pouvoirs et des institutions, le Président de la République peut directement promulguer la loi portant révision constitutionnelle, sans la soumettre à référendum populaire, si elle a obtenu les trois-quarts des voix des membres de l'Assemblée Populaire Nationale.

ARTICLE 165 :

Après son vote par l'Assemblée Populaire Nationale dans les mêmes conditions qu'un texte législatif, la loi portant projet de révision constitutionnelle est soumise par référendum à l'approbation du peuple dans les quarante-cinq jours qui suivent son adoption par l'Assemblée Populaire Nationale.

ARTICLE 166 :

La loi portant projet de révision constitutionnelle repoussée par le peuple devient caduque. Elle ne peut être à nouveau soumise au peuple durant la même législature.

ARTICLE 167 :

Le Président de la République promulgue le texte de la révision constitutionnelle adopté par le peuple.

DISPOSITION TRANSITOIRE

Les trois membres du Conseil constitutionnel faisant l'objet du premier renouvellement partiel seront identifiés, chacun par un tirage au sort effectué dans le cadre du groupe de deux membres dont la désignation ou l'élection avait relevé de la même autorité.



الجمهورية الجزائرية
الديمقراطية الشعبية

المدحسور

1989

بِسْمِ اللّٰهِ الرَّحْمٰنِ الرَّحِیْمِ

تقرير

الشعب الجزائري شعب حر، ومصمم على البقاء حرّاً.
فتاريخه الطويل سلسلة متصلة الحلقات من الكفاح والجهاد، جعلت الجزائر دائماً منبت الحرية، وأرض العزة والكرامة.
لقد عرفت الجزائر في أعز اللحظات الحاسمة التي عاشها البحر الأبيض المتوسط، كيف تجددت في أبنائها، منذ العهد النوميدي، والفتح الإسلامي، حتى الحروب التحريرية من الاستعمار، روادا للحرية، والوحدة والرفق، وبناء دول ديمقراطية مزدهرة، طوال فترات المجد والسلام.
وكان أول نوفمبر 1954 نقطة تحول فاصلة في تقرير مصيرها، وتتويجا عظيما لمقاومة ضروس، واجهت بها مختلف الاعتداءات على ثقافة شعبها، وقيمها، ومقومات شخصيته. وتمتد جذور نضالها اليوم في شتى الميادين في ماضي أمتها المجيد.
لقد تجمع الشعب الجزائري في ظل الحركة الوطنية، ثم انضوى تحت لواء جبهة التحرير الوطني، وقدم تضحيات جساما من أجل أن يتكفل بمصيره الجماعي في كنف الحرية والهوية الثقافية الوطنية المستعادتين، ويشيد مؤسساته الدستورية الشعبية الأصيلة.
وقد توجت جبهة التحرير الوطني ما بذله خيرة أبناء الجزائر من تضحيات في الحرب التحريرية الشعبية بالاستقلال، وشيدت دولة عصرية كاملة السيادة.

إن إيمان الشعب بالاختيارات الجماعية مَكَّنَه من تحقيق انتصارات كبرى، طبعتها استعادة الثروات الوطنية بطابعها، وجعلتها دولة في خدمة الشعب وحده، تمارس سلطاتها بكل استقلالية، بعيدة عن أي ضغط خارجي.

إن الشعب الجزائري ناضل ويناضل دوماً في سبيل الحرية والديمقراطية، ويعتزم ان يبني بهذا الدستور مؤسسات دستورية، أساسها مشاركة كل جزائري وجزائرية في تسيير الشؤون العمومية، والقدرة على تحقيق العدالة الاجتماعية والمساواة، وضمان الحرية لكل فرد.

فالدستور يجسم عبقرية الشعب الخاصة، ومرآته الصافية التي تعكس تطلعاته، وثمره إصراره، ونتاج التحولات الاجتماعية العميقة التي أحدثها، وبموافقته عليه يؤكد بكل عزم وتقدير أكثر من أي وقت مضى سمو القانون.

إن الدستور فوق الجميع، وهو القانون الأساسي الذي يضمن الحقوق والحريات الفردية والجماعية، ويحمي مبدأ حرية اختيار الشعب، ويضفي الشرعية على ممارسة السلطات، ويكفل الحماية القانونية، ورقابة عمل السلطات العمومية في مجتمع تسوده الشرعية، ويتحقق فيه تفتح الإنسان بكل أبعاده.

فالشعب المتحصن بقيمه الروحية الراسخة، والمحافظ على تقاليده في التضامن والعدل، واثق في قدرته على المساهمة الفعالة في التقدم الثقافي، والاجتماعي، والاقتصادي، في عالم اليوم والغد.

إن الجزائر، أرض الإسلام وجزء لا يتجزأ من المغرب العربي الكبير، وأرض عربية، وبلاد متوسطة وإفريقية تعزز بإشعاع ثورتها، ثورة أول نوفمبر، ويشرفها الاحترام الذي أحرزته، وعرفت كيف تحافظ عليه بالتزامها إزاء كل القضايا العادلة في العالم.

وفخر الشعب، وتضحياته، وإحساسه بالمسؤوليات، وتمسكه العريق بالحرية، والعدالة الاجتماعية، تمثل كلها أحسن ضمان لاحترام مبادئ هذا الدستور الذي يصادق عليه وينقله إلى الأجيال القادمة، ورثة رواد الحرية، وبناء المجتمع الحر.

الباب الأول

المبادئ العامة التي تحكم المجتمع الجزائري

الفصل الأول

الجزائر

المادة الأولى :

الجزائر جمهورية ديمقراطية شعبية . وهي وحدة لا تتجزأ.

المادة 02 :

الإسلام دين الدولة .

المادة 03 :

اللغة العربية هي اللغة الوطنية والرسمية .

المادة 04 :

عاصمة الجمهورية مدينة الجزائر .

المادة 05 :

العلم الوطني ، وخاتم الدولة ، والنشيد الوطني ، يحددها القانون .

الفصل الثاني

الشعب

المادة 06 :

الشعب مصدر كل سلطة .
السيادة الوطنية ملك للشعب .

المادة 07 :

السلطة التأسيسية ملك للشعب .
يمارس الشعب سيادته بواسطة المؤسسات الدستورية التي يختارها .
يمارس الشعب هذه السيادة عن طريق الاستفتاء وبواسطة ممثليه المنتخبين .
لرئيس الجمهورية أن يلتجىء إلى إرادة الشعب مباشرة .

المادة 08 :

يختار الشعب لنفسه مؤسسات ، غايتها ما يأتي :

- المحافظة على الإقليم الوطني ، ودعمه ،
- المحافظة على الهوية ، والوحدة الوطنية ، ودعمها ،
- حماية الحريات الأساسية للمواطن ، والازدهار الاجتماعي والثقافي للأمة ،
- القضاء على استغلال الإنسان للإنسان ،
- حماية الاقتصاد الوطني من أي شكل من أشكال التلاعب ، أو الاختلاس ، أو الاستحواذ ، أو المصادرة غير المشروعة .

المادة 09 :

لا يجوز للمؤسسات أن تقوم بما يأتي :

- الممارسات الإقطاعية ، والجهوية ، والمحسوبة ،
- إقامة علاقات الإستغلال والتبعية ،
- السلوك المخالف للخلق الإسلامي وقيم ثورة نوفمبر .

المادة 10 :

الشعب حر في اختيار ممثليه .
لا حدود لتمثيل الشعب إلا مانص عليه الدستور وقانون الانتخابات .

الفصل الثالث

الدولة

المادة 11 :

تستمد الدولة مشروعيتها وسبب وجودها من إرادة الشعب .
شعارها : «بالشعب وللشعب» .
وهي في خدمته وحده .

المادة 12 :

تمارس سيادة الدولة على مجالها البري ، ومجالها الجوي ، وعلى مياهها .
كما تمارس الدولة الصلاحيات التي يقرها القانون الدولي على كل منطقة من مختلف
مناطق المجال البحري التي ترجع إليها .

المادة 13 :

لا يجوز البتة التنازل أو التخلي عن أي جزء من التراب الوطني .

المادة 14 :

تقوم الدولة على مبادئ التنظيم الديمقراطي والعدالة الاجتماعية .
المجلس المنتخب هو الإطار الذي يعبر فيه الشعب عن إرادته ، ويراقب عمل
السلطات العمومية .

المادة 15 :

الجماعات الإقليمية للدولة هي : البلدية والولاية .
البلدية هي الجماعة القاعدية .

المادة 16 :

يمثل المجلس المنتخب قاعدة اللامركزية ، ومكان مشاركة المواطنين في تسيير
الشؤون العمومية .

المادة 17 :

الملكية العامة هي ملك المجموعة الوطنية. وتشمل باطن الأرض، والمناجم، والمقالع، والموارد الطبيعية للطاقة، والثروات المعدنية، الطبيعية، والحية، في مختلف مناطق الأملاك الوطنية البحرية، والمياه، والغابات. كما تشمل النقل بالسكك الحديدية، والنقل البحري والجوي، والبريد والمواصلات السلوكية واللاسلكية، وأملاكا أخرى محددة في القانون.

المادة 18 :

الأملاك الوطنية يحددها القانون. وتتكون من الأملاك العمومية والخاصة التي تملكها كل من الدولة، والولاية، والبلدية. يتم تسيير الأملاك الوطنية طبقا للقانون.

المادة 19 :

تنظيم التجارة الخارجية من اختصاص الدولة. يحدد القانون شروط ممارسة التجارة الخارجية ومراقبتها.

المادة 20 :

لا يتم نزع الملكية إلا في إطار القانون. ويترتب عليه تعويض قبلي عادل، ومنصف.

المادة 21 :

لا يمكن أن تكون الوظائف في مؤسسات الدولة مصدرا للشراء، ولا وسيلة لخدمة المصالح الخاصة.

المادة 22 :

يعاقب القانون على التعسف في استعمال السلطة.

المادة 23 :

الدولة مسؤولة عن أمن كل مواطن. وتتكفل بحمايته في الخارج.

المادة 24 :

تنظم الطاقة الدفاعية للأمة، ودعمها، وتطويرها، حول الجيش الوطني الشعبي. تتمثل المهمة الدائمة للجيش الوطني الشعبي في المحافظة على الاستقلال الوطني، والدفاع عن السيادة الوطنية. كما يضطلع بالدفاع عن وحدة البلاد، وسلامتها الترابية، وحماية مجالها البري والجوي، ومختلف مناطق أملاكها البحرية.

المادة 25 :

تتمتع الجزائر عن اللجوء إلى الحرب من أجل المساس بالسيادة المشروعة للشعوب الأخرى وحريرتها.
وتبذل جهدها لتسوية الخلافات الدولية بالوسائل السلمية .

المادة 26 :

الجزائر متضامنة مع جميع الشعوب التي تكافح من أجل التحرر السياسي والاقتصادي، والحق في تقرير المصير، وضد كل تمييز عنصري .

المادة 27 :

تعمل الجزائر من أجل دعم التعاون الدولي، وتنمية العلاقات الودية بين الدول، على أساس المساواة، والمصلحة المتبادلة، وعدم التدخل في الشؤون الداخلية. وتتبني مبادئ ميثاق الأمم المتحدة وأهدافه .

الفصل الرابع الحقوق والحريات

المادة 28 :

كل المواطنين سواسية أمام القانون، ولا يمكن أن يتذرع بأي تمييز يعود سببه الى المولد، أو العرق، أو الجنس، أو الرأي، أو أي شرط أو ظرف آخر، شخصي أو اجتماعي .

المادة 29 :

الجنسية الجزائرية معرفة بالقانون .
شروط اكتساب الجنسية الجزائرية، والاحتفاظ بها، أو فقدانها، أو إسقاطها، محددة بالقانون .

المادة 30 :

نستهدف المؤسسات ضمان مساواة كل المواطنين والمواطنات في الحقوق والواجبات بإزالة العقبات التي تعوق تفتح شخصية الإنسان، وتحول دون مشاركة الجميع الفعلية في الحياة السياسية، والاقتصادية، والاجتماعية، والثقافية .

المادة 31 :

الحريات الأساسية وحقوق الإنسان والمواطن مضمونة .
وتكون تراثا مشتركا بين جميع الجزائريين والجزائريات، واجبهن أن ينقلوه من جيل إلى جيل كي يحافظوا على سلامته، وعدم انتهاك حرمة .

المادة 32 :

الدفاع الفردي أو عن طريق الجمعية عن الحقوق الأساسية للإنسان وعن الحريات الفردية والجماعية، مضمون .

المادة 33 :

تضمن الدولة عدم انتهاك حرمة الإنسان .
ومحظر أي عنف بدني أو معنوي .

المادة 34 :

يعاقب القانون على المخالفات المرتكبة ضد الحقوق والحريات ، وعلى كل مايمس سلامة الإنسان البدنية والمعنوية .

المادة 35 :

لا مساس بحرمة حرية المعتقد ، وحرمة حرية الرأي .

المادة 36 :

حرية الابتكار الفكري والفني والعلمي مضمونة للمواطن .
حقوق المؤلف يحميها القانون .
لا يجوز حجز أي مطبوع ، أو تسجيل ، أو أية وسيلة أخرى من وسائل التبليغ والاعلام ،
إلا بمقتضى أمر قضائي .

المادة 37 :

لا يجوز انتهاك حرمة حياة المواطن الخاصة ، وحرمة شرفه ، ويحميها القانون .
سرية المراسلات والاتصالات الخاصة بكل أشكالها مضمونة .

المادة 38 :

تضمن الدولة عدم انتهاك حرمة المسكن .
فلا تفتيش إلا بمقتضى القانون ، وفي إطار احترامه .
ولا تفتيش إلا بأمر مكتوب صادر عن السلطة القضائية المختصة .

المادة 39 :

حريات التعبير، وإنشاء الجمعيات، والاجتماع، مضمونة للمواطن .

المادة 40 :

حق إنشاء الجمعيات ذات الطابع السياسي معترف به .
ولا يمكن التذرع بهذا الحق لضرب الحريات الأساسية، والوحدة الوطنية، والسلامة
الترابية، واستقلال البلاد، وسيادة الشعب .

المادة 41 :

يحق لكل مواطن يتمتع بحقوقه المدنية والسياسية، أن يختار بحرية موطن إقامته، وأن
يتنقل عبر التراب الوطني .
حق الدخول إلى التراب الوطني والخروج منه مضمون له .

المادة 42 :

كل شخص يعتبر بريئاً حتى تثبت جهة قضائية نظامية إدانته، مع كل الضمانات التي
يتطلبها القانون .

المادة 43 :

لا إدانة إلا بمقتضى قانون صادر قبل ارتكاب الفعل المجرّم .

المادة 44 :

لا يتابع أحد، ولا يوقف أو يحتجز، إلا في الحالات المحددة بالقانون، وطبقاً للأشكال التي نص عليها .

المادة 45 :

يخضع التوقيف للنظر في مجال التحريات الجزائية للرقابة القضائية، ولا يمكن أن يتجاوز مدة ثمان وأربعين (48) ساعة .

يملك الشخص الذي يوقف للنظر حق الاتصال فوراً بأسرته .

ولا يمكن تمديد مدة التوقيف للنظر إلا استثناءً ووفقاً للشروط المحددة بالقانون .

ولدى انتهاء مدة التوقيف للنظر، يجب أن يُجرى فحص طبي على الشخص الموقوف، إن طلب ذلك، على أن يعلم بهذه الإمكانية .

المادة 46 :

يترتب على الخطأ القضائي تعويض من الدولة .

ويحدد القانون شروط التعويض وكيفية .

المادة 47 :

لكل مواطن تتوفر فيه الشروط القانونية أن ينتخب ويُنخب .

المادة 48 :

يتساوى جميع المواطنين في تقلد المهام والوظائف في الدولة دون أية شروط أخرى غير

الشروط التي يحددها القانون .

المادة 49 :

الملكية الخاصة مضمونة .

حق الإرث مضمون .

الأموال الوقفية وأموال الجمعيات الخيرية معترف بها، ويحمي القانون تخصيصها .

المادة 50 :

الحق في التعليم مضمون .

التعليم مجاني حسب الشروط التي يحددها القانون .

التعليم الأساسي إجباري .

تنظم الدولة المنظومة التعليمية .

تسهر الدولة على التساوي في الالتحاق بالتعليم والتكوين المهني .

المادة 51 :

الرعاية الصحية حق للمواطنين .

تتكفل الدولة بالوقاية من الأمراض الوبائية والمعدية ومكافحتها .

المادة 52 :

لكل المواطنين الحق في العمل .
يضمن القانون في إثناء العمل الحق في الحماية، والأمن، والنظافة .
الحق في الراحة مضمون، ويحدد القانون كيفيات ممارسته .

المادة 53 :

الحق النقابي معترف به لجميع المواطنين .

المادة 54 :

الحق في الإضراب معترف به، ويمارس في إطار القانون .
يمكن أن يمنع القانون ممارسة هذا الحق، أو يجعل حدودا لممارسته في ميادين الدفاع
الوطني والأمن، أو في جميع الخدمات أو الأعمال العمومية ذات المنفعة الحيوية للمجتمع .

المادة 55 :

تحظى الأسرة بحماية الدولة والمجتمع .

المادة 56 :

ظروف معيشة المواطنين الذين لم يبلغوا سن العمل، والذين لا يستطيعون القيام به،
والذين عجزوا عنه نهائيا، مضمونة .

الفصل الخامس الواجبات

المادة 57 :

لا يعذر بجهل القانون .
يجب على كل شخص أن يحترم الدستور وقوانين الجمهورية .

المادة 58 :

يجب على كل مواطن أن يحمي ويصون استقلال الوطن ، وسيادته ، وسلامة ترابه .
يعاقب القانون بكل صرامة على الخيانة ، والتجسس ، والولاء للعدو ، وعلى جميع الجرائم المرتكبة ضد أمن الدولة .

المادة 59 :

على كل مواطن أن يؤدي بإخلاص واجباته تجاه المجموعة الوطنية .
إلتزام المواطن إزاء الوطن ، وإجبارية المشاركة في الدفاع عنه ، واجبان مقدسان دائمان .
تضمن الدولة احترام رموز الثورة ، وأرواح الشهداء ، وكرامة ذوبهم ، والمجاهدين .

المادة 60 :

يهارس كل واحد جميع حرياته ، في إطار احترام الحقوق المعترف بها للغير في الدستور ،
لا سيما احترام الحق في الشرف ، وستر الحياة الخاصة ، وحماية الأسرة والشبيبة والطفولة .

المادة 61 :

كل المواطنين متساوون في أداء الضريبة .
ويجب على كل واحد أن يشارك في تمويل التكاليف العمومية ، حسب قدرته الضريبية .
لا يجوز أن تحدث أية ضريبة إلا بمقتضى القانون .
ولا يجوز أن تحدث بأثر رجعي ، أية ضريبة ، أو جباية ، أو رسم ، أو أي حق كيفما كان نوعه .

المادة 62 :
يجازي القانون الآباء على القيام بواجب تربية أبنائهم ورعايتهم، كما يجازي الأبناء على القيام بواجب الإحسان إلى آبائهم ومساعدتهم.

المادة 63 :
يجب على كل مواطن أن يحمي الملكية العامة، ومصالح المجموعة الوطنية، ويحترم ملكية الغير.

المادة 64 :
يتمتع كل أجنبي يكون وجوده فوق التراب الوطني قانونيا بحماية شخصه وأملاكه طبقا للقانون.

المادة 65 :
لا يُسَلَّم أحد خارج التراب الوطني إلا بناء على قانون تسليم المجرمين وتطبيقا له.

المادة 66 :
لا يمكن، بأي حال من الأحوال، أن يُسَلَّم أو يُطرد لاجيء سياسي يتمتع قانونا بحق اللجوء.

الباب الثاني

تنظيم السلطات

الفصل الأول

السلطة التنفيذية

المادة 67 :

يمجد رئيس الجمهورية، رئيس الدولة، وحدة الأمة .
وهو حامي الدستور.
ويمجد الدولة داخل البلاد وخارجها .
له أن يخاطب الأمة مباشرة .

المادة 68 :

ينتخب رئيس الجمهورية عن طريق الاقتراع العام المباشر والسري .
يتم الفوز في الانتخاب بالحصول على الأغلبية المطلقة من أصوات الناخبين المعبر عنها .
ويحدد القانون الكيفيات الأخرى للانتخابات الرئاسية .

المادة 69 :

يمارس رئيس الجمهورية السلطة السامية في الحدود المثبتة في الدستور .

المادة 70 :

لا يحق أن ينتخب لرئاسة الجمهورية إلا من كان جزائري الجنسية أصلاً، ويدين بالإسلام، وعمره أربعون سنة كاملة يوم الانتخاب، ويتمتع بكامل حقوقه المدنية والسياسية .

المادة 71 :

مدة المهمة الرئاسية خمس (5) سنوات .
يمكن تجديد انتخاب رئيس الجمهورية .

المادة 72 :

يؤدى رئيس الجمهورية اليمين أمام الشعب بحضور جميع الهيئات العليا في الأمة، خلال الأسبوع الموالي لانتخابه .
ويباشر مهمته فور أدائه اليمين .

المادة 73 :

يؤدي رئيس الجمهورية اليمين حسب النص الآتي :
«وفاء للتضحيات الكبرى ولأرواح شهدائنا الأبرار وقيم ثورة نوفمبر، أقسم بإلله العلي العظيم أن أحترم الدين الإسلامي وأمجده، وأدافع عن الدستور، وأحترم حرية إختيار الشعب، ومؤسسات الجمهورية وقوانينها، وأحافظ على سلامة التراب الوطني ووحدة الشعب والأمة، وأحمي الحريات والحقوق الاساسية للإنسان والمواطن، وأعمل بدون هوادة من أجل تطور الشعب وازدهاره، وأسعى بكل قواي في سبيل تحقيق المثل العليا للعدالة، والحرية، والسلم في العالم».

المادة 74 :

يضطلع رئيس الجمهورية، بالإضافة إلى السلطات التي تحولها إياه صراحة أحكام أخرى في الدستور، بالسلطات والصلاحيات الآتية :

- 1) هو القائد الأعلى لجميع القوات المسلحة للجمهورية،
- 2) يتولى مسؤولية الدفاع الوطني،
- 3) يقرر السياسة الخارجية للأمة ويوجهها،
- 4) يرأس مجلس الوزراء،
- 5) يعين رئيس الحكومة وينهي مهامه،
- 6) يوقع المراسيم الرئاسية،
- 7) يعين في الوظائف المدنية والعسكرية للدولة،
- 8) له حق إصدار العفو وحق تخفيض العقوبات أو استبدالها،
- 9) يمكنه أن يستشير الشعب في كل قضية ذات أهمية وطنية عن طريق الاستفتاء،
- 10) يعين سفراء الجمهورية والمعوثين فوق العادة إلى الخارج، وينهي مهامهم، ويتسلم أوراق اعتماد الممثلين الدبلوماسيين الأجانب، وأوراق إنهاء مهامهم،
- 11) يبرم المعاهدات الدولية ويصادق عليها،
- 12) يسلم أوسمة الدولة، ونياشينها، وشهاداتها التشريعية.

المادة 75 :

يقدم رئيس الحكومة أعضاء حكومته الذين اختارهم لرئيس الجمهورية الذي يُعيّنهم.
يضبط رئيس الحكومة برنامج حكومته، ويعرضه في مجلس الوزراء.

المادة 76 :

يقدم رئيس الحكومة برنامجه إلى المجلس الشعبي الوطني للموافقة عليه.
يجري المجلس الشعبي الوطني لهذا الغرض مناقشة عامة.
ويمكن رئيس الحكومة أن يكيف برنامجه في ضوء هذه المناقشة.

المادة 77 :

في حالة عدم موافقة المجلس الشعبي الوطني على البرنامج المعروض عليه، يقدم رئيس الحكومة استقالة حكومته لرئيس الجمهورية.

يُعين رئيس الجمهورية من جديد رئيس حكومة حسب الكيفيات نفسها.

المادة 78 :

إذا لم تحصل من جديد موافقة المجلس الشعبي الوطني ينحلّ وجوباً.
وتجرى انتخابات تشريعية جديدة في أجل أقصاه ثلاثة أشهر.

المادة 79 :

ينفذ رئيس الحكومة وينسق البرنامج الذي يوافق عليه المجلس الشعبي الوطني.

المادة 80 :

تقدم الحكومة سنوياً للمجلس الشعبي الوطني بياناً عن السياسة العامة.
تعقب بيان السياسة العامة مناقشة لعمل الحكومة.
يمكن المجلس الشعبي الوطني أن يمتنع هذه المناقشة بلائحة أو بإيداع ملتمس رقابة،
طبقاً لأحكام المواد : 126 ، 127 ، و 128 أدناه.
لرئيس الحكومة أن يطلب تصويتاً بالثقة.

المادة 81 :

يمارس رئيس الحكومة، زيادة على السلطات التي تخولها إياه صراحة أحكام أخرى في
الدستور، الصلاحيات الآتية :

- (1) يوزع الصلاحيات بين أعضاء الحكومة مع احترام الأحكام الدستورية،
- (2) يرأس مجلس الحكومة،
- (3) يسهر على تنفيذ القوانين والتنظيمات،
- (4) يوقع المراسيم التنفيذية،
- (5) يُعيّن في وظائف الدولة دون المساس بأحكام الفقرتين 7 و 10 من المادة 74

المادة 82 :

يمكن رئيس الحكومة أن يقدم استقالة حكومته لرئيس الجمهورية.

المادة 83 :

لا يجوز، بأي حال من الأحوال، أن يفوض رئيس الجمهورية سلطته في تعيين أعضاء
المجلس الدستوري الذين يختص بتعيينهم، وفي تعيين رئيس الحكومة وأعضائها، وأعضاء
المجلس الأعلى للأمن، وأعضاء المجلس الإسلامي الأعلى، وإنهاء مهامهم.
كما لا يجوز أن يفوض سلطته في اللجوء إلى الاستفتاء، وحل المجلس الشعبي الوطني،
وتقرير إجراء الانتخابات التشريعية قبل أوانها، وتطبيق الأحكام المنصوص عليها في المواد
من 86 إلى 91 في الدستور، وكذلك السلطات المحددة في الفقرات : 1 ، 2 ، 3 ، 4 ، 6 ،
8 ، 10 ، 11 ، من المادة 74 ، وأحكام المادتين 117 و 118 من الدستور.

المادة 84 :

إذا استحال على رئيس الجمهورية أن يمارس مهامه بسبب مرض خطير مزمّن، يجتمع
المجلس الدستوري وجوباً، وبعد أن يتثبت من حقيقة هذا المانع بكل الوسائل الملائمة،
يقترح بالإجماع على المجلس الشعبي الوطني التصريح بثبوت المانع.

يعلن المجلس الشعبي الوطني ثبوت المانع لرئيس الجمهورية بأغلبية ثلثي أعضائه، ويكلف رئيسه بتولي رئاسة الدولة بالنيابة مدة أقصاها خمسة وأربعون يوما، ويمارس صلاحياته مع مراعاة أحكام المادة 85 من الدستور.

وفي حالة استمرار المانع، بعد انقضاء خمسة وأربعين يوما، يعلن الشغور بالاستقالة وجوبا، حسب الإجراء المنصوص عليه في الفقرتين السابقتين، وطبقا لأحكام الفقرات الآتية من هذه المادة.

في حالة استقالة رئيس الجمهورية أو وفاته، يجتمع المجلس الدستوري وجوبا، ويثبت الشغور النهائي لرئاسة الجمهورية.

وتبلغ فوراً شهادة الشغور النهائي للمجلس الشعبي الوطني الذي يجتمع وجوبا. يتولى رئيس المجلس الشعبي الوطني مهام رئيس الدولة مدة أقصاها خمسة وأربعون يوما، تنظم خلالها انتخابات رئاسية.

ولا يحق لرئيس الدولة المعين بهذه الطريقة أن يترشح لرئاسة الجمهورية. يمارس رئيس الجمهورية المنتخب مهامه طبقاً لأحكام المواد من 67 إلى 74 من الدستور. وإذا اقترنت وفاة رئيس الجمهورية بشغور المجلس الشعبي الوطني بسبب حله، يجتمع المجلس الدستوري وجوبا لإثبات الشغور النهائي لرئاسة الجمهورية. يضطلع رئيس المجلس الدستوري بمهمة رئيس الدولة في الظروف المبينة في الفقرات السابقة من هذه المادة وفي المادة 85 من الدستور.

المادة 85 :

لا يمكن أن تقال أو تعدل الحكومة القائمة إبان حصول المانع لرئيس الجمهورية، أو وفاته، أو استقالته، حتى يشرع رئيس الجمهورية الجديد في ممارسة مهامه. يستقيل وجوبا رئيس الحكومة القائمة قانونا، إذا ترشح لرئاسة الجمهورية. ويمارس وظيفة رئيس الحكومة حينئذ أحد أعضائها الذي يُعيّنه رئيس الدولة. لا يمكن، في فترتي الخمسة والأربعين يوما، تطبيق الأحكام المنصوص عليها في الفقرتين 8، و9 من المادة 74، والمواد 75، 90، 120، 127، و128 من الدستور. لا يمكن، خلال الفترتين السابق ذكرهما، تطبيق أحكام المواد 87، و88، و89، و91 من الدستور، إلا بموافقة المجلس الشعبي الوطني، بعد استشارة المجلس الدستوري والمجلس الأعلى للأمن.

المادة 86 :

يقرر رئيس الجمهورية، إذا دعت الضرورة الملحة، حالة الطوارئ أو الحصار، لمدة معينة بعد اجتماع المجلس الأعلى للأمن، واستشارة رئيس المجلس الشعبي الوطني، ورئيس الحكومة، ورئيس المجلس الدستوري، ويتخذ كل التدابير اللازمة لاستتباب الوضع. ولا يمكن تمديد حالة الطوارئ أو الحصار، إلا بعد موافقة المجلس الشعبي الوطني.

المادة 87 :

يقرر رئيس الجمهورية الحالة الاستثنائية، إذا كانت البلاد مهددة بخطر داهم يوشك أن يصيب مؤسساتها الدستورية، أو استقلالها، أو سلامة ترابها.

ولا يتخذ مثل هذا الإجراء إلا بعد استشارة المجلس الدستوري، والاستماع الى المجلس الأعلى للأمن، ومجلس الوزراء.
تحول الحالة الاستثنائية رئيس الجمهورية أن يتخذ الإجراءات الاستثنائية التي تستوجبها المحافظة على استقلال الأمة والمؤسسات الدستورية في الجمهورية.
يجتمع المجلس الشعبي الوطني وجوبا.
تنتهي الحالة الاستثنائية حسب الأشكال والإجراءات السالفة الذكر التي أوجبت إعلانها.

المادة 88 :

التعبئة العامة يقرها رئيس الجمهورية.

المادة 89 :

إذا وقع عدوان فعلي على البلاد، أو يوشك أن يقع حسبما نصت عليه الترتيبات الملائمة لميثاق الأمم المتحدة، يعلن رئيس الجمهورية الحرب، بعد اجتماع مجلس الوزراء، والاستماع إلى المجلس الأعلى للأمن.
يجتمع المجلس الشعبي الوطني وجوبا.
ويوجه رئيس الجمهورية خطابا للأمة يعلمها بذلك.

المادة 90 :

يوقف العمل بالدستور مدة حالة الحرب، ويتولى رئيس الجمهورية جميع السلطات.

المادة 91 :

يوقع رئيس الجمهورية اتفاقيات الهدنة ومعاهدات السلم.
ويتلقى رأي المجلس الدستوري في الاتفاقيات المتعلقة بها.
ويعرضها فورا على المجلس الشعبي الوطني ليوافق عليها صراحة.

الفصل الثاني السلطة التشريعية

المادة 92 :

يمارس السلطة التشريعية مجلس واحد يسمى المجلس الشعبي الوطني .
وله السيادة في إعداد القانون والتصويت عليه .

المادة 93 :

يراقب المجلس الشعبي الوطني عمل الحكومة وفقا للشروط المحددة في المادتين 76 و 80
من الدستور .

المادة 94 :

واجب المجلس الشعبي الوطني ، في إطار اختصاصاته الدستورية ، أن يبقى وفياء لثقة
الشعب ، ويظل يتحسس تطلعاته .

المادة 95 :

ينتخب أعضاء المجلس الشعبي الوطني عن طريق الاقتراع العام المباشر والسري .

المادة 96 :

ينتخب المجلس الشعبي الوطني لمدة خمس سنوات .
ولا يمكن تمديد الفترة النيابية إلا في ظروف خطيرة جدا لا تسمح بإجراء انتخابات
عادية .

ويثبت المجلس الشعبي الوطني هذه الحالة بقرار . بناء على اقتراح رئيس الجمهورية ،
واستشارة المجلس الدستوري .

المادة 97 :

يحدد القانون كيفيات انتخاب النواب ، لا سيما عددهم ، وشروط قابليتهم للانتخاب ،
وحالات التنافي مع العضوية في المجلس .

المادة 98 :

إثبات عضوية النواب من اختصاص المجلس الشعبي الوطني .

المادة 99 .

النيابة في المجلس الشعبي الوطني ذات طابع وطني .
وهي قابلة للتجديد .

المادة 100 :

كل نائب لا يستوفي شروط قابلية إنتخابه ، أو يفقدها ، يتعرض لإسقاط صفته النيابية .
ويقرر المجلس الشعبي الوطني هذا الإسقاط بأغلبية أعضائه .

المادة 101 :

النائب مسؤول أمام زملائه الذين يمكنهم تجريدته من صفته النيابية ، إذا اقترف فعلا يخل بشرف وظيفته .
يحدد القانون الحالات التي يتعرض فيها النائب للإقصاء .
ويقرر المجلس الشعبي الوطني هذا الإقصاء بأغلبية أعضائه ، دون المساس بحق المتابعات الأخرى الواردة في القانون .

المادة 102 :

يحدد القانون الحالات التي يقبل فيها المجلس الشعبي الوطني استقالة أحد أعضائه .

المادة 103 :

الحصانة النيابية معترف بها للنائب مدة نيابته .
لا يمكن أن يتابع أي نائب أو يوقف ، وعلى العموم ، لا يمكن أن ترفع عليه دعوى مدنية أو جزائية . أو يسلط عليه أي شكل من أشكال الضغط . بسبب ما عبر عنه من آراء . أو ما تلفظ به من كلام ، أو بسبب تصويته خلال ممارسة مهمته النيابية .

المادة 104 :

لا يجوز الشروع في متابعة أي نائب بسبب فعل إجرامي إلا بتنازل صريح منه ، أو بإذن من المجلس الشعبي الوطني الذي يقرر رفع الحصانة عن النائب بأغلبية أعضائه .

المادة 105 :

في حالة تلبس أحد النواب بجنحة أو جناية ، يمكن توقيفه ، ويخطر مكتب المجلس الشعبي الوطني فورا .
يمكن مكتب المجلس الشعبي الوطني أن يطلب إيقاف المتابعة وإطلاق سراح النائب ، على أن يعمل فيما بعد بأحكام المادة 104 أعلاه .

المادة 106 :

يحدد القانون شروط استخلاف النائب في حالة شغور مقعده .

المادة 107 :

تبتدىء الفترة التشريعية وجوبا، في اليوم العاشر الموالي لتاريخ إنتخاب المجلس الشعبي الوطني، تحت رئاسة أكبر النواب سنا، وبمساعدة أصغر نائين منهم .
ينتخب المجلس الشعبي الوطني مكتبه، ويشكل لجانه .

المادة 108 :

ينتخب رئيس المجلس الشعبي الوطني للفترة التشريعية .

المادة 109 :

يحدد القانون تنظيم المجلس الشعبي الوطني، وعمله، وميزانيته، والتعويضات التي تدفع لأعضائه .
يعد المجلس الشعبي الوطني نظامه الداخلي، ويصادق عليه .

المادة 110 :

جلسات المجلس الشعبي الوطني علانية . وتدون مداولاته في محاضر تنشر طبقا لما يحدده القانون .
يجوز للمجلس الشعبي الوطني أن يعقد جلسات مغلقة بطلب من رئيسه، أو من أغلبية أعضائه الحاضرين، أو بطلب من الحكومة .

المادة 111 :

يُكوّن المجلس الشعبي الوطني لجانه، في إطار نظامه الداخلي .
لجان المجلس الشعبي الوطني دائمة .

المادة 112 :

يجتمع المجلس الشعبي الوطني في دورتين عاديتين كل سنة، ومدة كل دورة ثلاثة أشهر على الأكثر .
يمكن أن يجتمع المجلس الشعبي الوطني في دورة غير عادية بمبادرة من رئيس الجمهورية . أو بطلب من ثلثي أعضاء المجلس . أو بطلب من رئيس الحكومة .
تختتم الدورة غير العادية بمجرد ما يستنفد المجلس الشعبي الوطني جدول الأعمال الذي استدعي للاجتماع من أجله .

المادة 113 :

لكل من رئيس الحكومة وأعضاء المجلس الشعبي الوطني حق المبادرة بالقوانين .
تكون اقتراحات القوانين قابلة للمناقشة، إذا قدمها عشرون نائبا .
تعرض مشاريع القوانين على مجلس الوزراء، ثم يودعها رئيس الحكومة مكتب المجلس الشعبي الوطني .

المادة 114 :

لا يقبل اقتراح أي قانون، مضمونه أو نتيجته تخفيض الموارد العمومية، أو زيادة النفقات العمومية، إلا إذا كان مرفوقا بتدابير تستهدف الزيادة في إيرادات الدولة، أو توفير مبالغ مالية في فصل آخر من النفقات العمومية تساوي على الأقل المبالغ المقترح إنفاقها .

المادة 115 :

يُشَرِّعُ المجلس الشعبي الوطني في المجالات التي خولها إياه الدستور.
ويدخل كذلك في مجال القانون ما يأتي :

- 1) حقوق الأشخاص وواجباتهم الأساسية، لا سيما نظام الحريات العمومية، وحماية الحريات الفردية. وواجبات المواطنين،
- 2) القواعد العامة المتعلقة بقانون الأحوال الشخصية. وحق الأسرة، لا سيما الزواج، والطلاق، والبنوة، والأهلية، والتركات،
- 3) شروط استقرار الأشخاص،
- 4) التشريع الأساسي المتعلق بالجنسية،
- 5) القواعد العامة المتعلقة بوضعية الأجانب،
- 6) القواعد المتعلقة بالتنظيم القضائي، وإنشاء الهيئات القضائية،
- 7) القواعد العامة للقانون الجزائي، والإجراءات الجزائية، لا سيما تحديد الجنايات والجنح، والعقوبات المختلفة المطابقة لها، والعفو الشامل، وتسليم المجرمين،
- 8) القواعد العامة للإجراءات المدنية وطرق التنفيذ،
- 9) نظام الالتزامات المدنية والتجارية،
- 10) نظام الانتخابات،
- 11) التقسيم الإقليمي للبلاد،
- 12) المصادقة على المخطط الوطني،
- 13) التصويت على ميزانية الدولة،
- 14) إحداث الضرائب والجبايات والرسوم والحقوق المختلفة، وتحديد أساسها ونسبها،
- 15) النظام الجمركي،
- 16) نظام البنوك والقروض والتأمينات،
- 17) القواعد العامة المتعلقة بالتعليم،
- 18) القواعد العامة المتعلقة بالصحة العمومية والسكان،
- 19) القواعد العامة المتعلقة بقانون العمل والضمان الاجتماعي،
- 20) القواعد العامة المتعلقة بالبيئة وإطار المعيشة،
- 21) القواعد العامة المتعلقة بحماية الثروة الحيوانية والنباتية،
- 22) حماية التراث الثقافي والتاريخي، والمحافظة عليه،
- 23) النظام العام للغابات والأراضي الرعوية،
- 24) النظام العام للمياه،
- 25) النظام العام للمناجم والمحروقات،
- 26) إنشاء أوسمة الدولة، ونياشينها، والقابها التشريعية.

المادة 116 :

يبارس رئيس الجمهورية السلطة التنظيمية في المسائل غير المخصصة للقانون.
يندرج تطبيق القوانين في المجال التنظيمي الذي يعود لرئيس الحكومة.

المادة 117 :

يصدر رئيس الجمهورية القانون في أجل ثلاثين يوما، ابتداء من تاريخ تسلمه إياه.

المادة 118 :

يمكن رئيس الجمهورية أن يطلب من المجلس الشعبي الوطني إجراء مداولة ثانية في قانون تم التصويت عليه، ويكون هذا الطلب خلال الثلاثين يوما الموالية لتاريخ إقراره. وفي هذه الحالة لا يتم إقرار القانون إلا بأغلبية ثلثي أعضاء المجلس الشعبي الوطني.

المادة 119 :

يمكن رئيس الجمهورية أن يوجه خطابا إلى المجلس الشعبي الوطني.

المادة 120 :

يمكن رئيس الجمهورية أن يقرر حل المجلس الشعبي الوطني، أو إجراء انتخابات تشريعية قبل أوانها، بعد استشارة رئيس المجلس الشعبي الوطني ورئيس الحكومة. وتجري هذه الانتخابات في أجل أقصاه ثلاثة أشهر.

المادة 121 :

يمكن المجلس الشعبي الوطني أن يفتح مناقشة حول السياسة الخارجية، بناء على طلب رئيس الجمهورية، أو رئيس المجلس. يمكن، عند الاقتضاء، أن تتوج هذه المناقشة بإصدار لائحة من المجلس الشعبي الوطني، يبلغها رئيسه إلى رئيس الجمهورية.

المادة 122 :

يصادق رئيس الجمهورية على اتفاقيات الهدنة، ومعاهدات السلم والتحالف والاتحاد، والمعاهدات المتعلقة بحدود الدولة، والمعاهدات المتعلقة بقانون الأشخاص، والمعاهدات التي تترتب عليها نفقات غير واردة في ميزانية الدولة، بعد أن يوافق عليها المجلس الشعبي الوطني صراحة.

المادة 123 :

المعاهدات التي يصادق عليها رئيس الجمهورية، حسب الشروط المنصوص عليها في الدستور، تسمو على القانون.

المادة 124 :

يمكن أعضاء المجلس الشعبي الوطني استجواب الحكومة في إحدى قضايا الساعة. يمكن لجان المجلس الشعبي الوطني أن تستمتع إلى أعضاء الحكومة.

المادة 125 :

يمكن أعضاء المجلس الشعبي الوطني أن يوجهوا أي سؤال شفوي أو كتابي إلى أي عضو في الحكومة. ويكون الجواب عن السؤال الكتابي كتابيا، خلال أجل أقصاه ثلاثون يوما. وتتم الإجابة عن الأسئلة الشفوية في جلسات المجلس.

إذا رأى المجلس الشعبي الوطني أن جواب عضو الحكومة شفويا كان أو كتابيا يبرر إجراء مناقشة، تجرى المناقشة حسب الشروط التي ينص عليها النظام الداخلي للمجلس الشعبي الوطني .
تنشر الأسئلة والأجوبة طبقا للشروط التي يخضع لها نشر محاضر مناقشات المجلس الشعبي الوطني .

المادة 126 :

يمكن المجلس الشعبي الوطني لدى مناقشته بيان السياسة العامة، أن يصوت على ملتمس رقابة ينصبّ على مسؤولية الحكومة .
ولا يقبل هذا الملتمس إلا إذا وقعه سبع (7/1) النواب على الأقل .

المادة 127 :

تم الموافقة على ملتمس الرقابة بتصويت أغلبية ثلثي النواب .
ولا يتم التصويت إلا بعد ثلاثة أيام من تاريخ إيداع ملتمس الرقابة .

المادة 128 :

إذا صادق المجلس الشعبي الوطني على ملتمس الرقابة، يقدم رئيس الحكومة استقالة حكومته إلى رئيس الجمهورية .

الفصل الثالث السلطة القضائية

- المادة 129 :
السلطة القضائية مستقلة .
- المادة 130 :
تحمي السلطة القضائية المجتمع والحريات ، وتضمن للجميع ولكل واحد المحافظة على حقوقهم الأساسية .
- المادة 131 :
أساس القضاء مبادئ الشرعية والمساواة .
الكل سواسية أمام القضاء ، وهو في متناول الجميع ، ويجسده احترام القانون .
- المادة 132 :
يصدر القضاء أحكامه باسم الشعب .
- المادة 133 :
تخضع العقوبات الجزائية إلى مبادئ الشرعية والشخصية .
- المادة 134 :
ينظر القضاء في الطعن في قرارات السلطات العمومية .
- المادة 135 :
تعلل الأحكام القضائية وينطق بها في جلسات علانية .
- المادة 136 :
على كل أجهزة الدولة المختصة أن تقوم ، في كل وقت وفي كل مكان ، وفي جميع الظروف ، بتنفيذ أحكام القضاء .

المادة 137 :

يختص القضاء بإصدار الأحكام .
ويمكن أن يعينهم في ذلك مساعدون شعبيون، حسب الشروط التي يحددها القانون .

المادة 138 :

لا يخضع القاضي إلا للقانون .

المادة 139 :

القاضي محمي من كل أشكال الضغوط والتدخلات والمناورات التي قد تضر بأداء مهمته أو تمس نزاهة حكمه .

المادة 140 :

القاضي مسؤول أمام المجلس الأعلى للقضاء عن كيفية قيامه بمهمته، حسب الأشكال المنصوص عليها في القانون .

المادة 141 :

يحمي القانون المتقاضي من أي تعسف أو أي انحراف يصدر من القاضي .

المادة 142 :

الحق في الدفاع معترف به .
الحق في الدفاع مضمون في القضايا الجزائية .

المادة 143 :

تمثل المحكمة العليا، في جميع مجالات القانون، الهيئة المقومة لأعمال المجالس القضائية والمحاكم .
تضمن المحكمة العليا توحيد الاجتهاد القضائي في جميع أنحاء البلاد، وتسهر على احترام القانون .

المادة 144 :

يحدد القانون تنظيم المحكمة العليا، وعملها، واختصاصاتها الأخرى .

المادة 145 :

يرأس رئيس الجمهورية المجلس الأعلى للقضاء .

المادة 146 :

يقرر المجلس الأعلى للقضاء، طبقاً للشروط التي يحددها القانون، تعيين القضاة، ونقلهم، وسير سلمهم الوظيفي .
ويسهر على احترام أحكام القانون الأساسي للقضاء، وعلى رقابة انضباط القضاة تحت رئاسة الرئيس الأول للمحكمة العليا .

المادة 147 :
ييدي المجلس الأعلى للقضاء رأيا استشاريا قبليا في ممارسة رئيس الجمهورية حق العفو.

المادة 148 :
يحدد القانون تأليف المجلس الأعلى للقضاء، وطرق تسييره، وصلاحياته الأخرى.

الباب الثالث

الرقابة والمؤسسات الاستشارية

الفصل الأول الرقابة

المادة 149 :

تضطلع المجالس المنتخبة بوظيفة الرقابة في مدلولها الشعبي .

المادة 150 :

تقدم الحكومة للمجلس الشعبي الوطني عرضا عن استعمال الأعتادات المالية التي أقرها لكل سنة مالية .
تختتم السنة المالية، فيما يخص المجلس الشعبي الوطني، بالتصويت على قانون يتضمن تسوية ميزانية السنة المالية المعنية .

المادة 151 :

يمكن المجلس الشعبي الوطني، في إطار اختصاصاته أن ينشئ في أي وقت، لجنة تحقيق في أية قضية ذات مصلحة عامة .

المادة 152 :

المؤسسات الدستورية وأجهزة الرقابة مكلفة بالتحقيق في تطابق العمل التشريعي والتنفيذي مع الدستور، وفي ظروف استخدام الوسائل المادية والأموال العمومية وتسييرها .

المادة 153 :

يؤسس مجلس دستوري يكلف بالسهر على احترام الدستور .
كما يسهر المجلس الدستوري على صحة عمليات الاستفتاء، وانتخاب رئيس الجمهورية، والانتخابات التشريعية، ويعلن نتائج هذه العمليات .

المادة 154 :

يتكون المجلس الدستوري من سبعة أعضاء، اثنان منهم، يعينها رئيس الجمهورية، واثنان ينتخبها المجلس الشعبي الوطني، واثنان تنتخبهما المحكمة العليا من بين أعضائها. وبمجرد انتخابهم أو تعيينهم، يتوقفون عن ممارسة أي عضوية أو أي وظيفة أو تكليف أو مهمة أخرى. يضطلع أعضاء المجلس الدستوري بمهامهم مرة واحدة غير قابلة للتجديد مدتها ست سنوات.

ويجدد نصف عدد أعضاء المجلس الدستوري كل ثلاث سنوات. يعين رئيس الجمهورية رئيس المجلس الدستوري لفترة واحدة مدتها ست سنوات غير قابلة للتجديد.

المادة 155 :

يفصل المجلس الدستوري، بالإضافة إلى الاختصاصات التي خولتها إياه صراحة أحكام أخرى في الدستور، في دستورية المعاهدات والقوانين، والتنظيمات، إما برأي قبل أن تصبح واجبة التنفيذ، أو بقرار في الحالة العكسية. كما يفصل في مطابقة النظام الداخلي للمجلس الشعبي الوطني للدستور.

المادة 156 :

يخطر رئيس الجمهورية، أو رئيس المجلس الشعبي الوطني، المجلس الدستوري.

المادة 157 :

يتداول المجلس الدستوري في جلسة مغلقة، ويعطي رأيه أو يصدر قراره في ظرف العشرين يوما الموالية لتاريخ الإخطار. يحدد المجلس الدستوري قواعد عمله.

المادة 158 :

إذا ارتأى المجلس الدستوري عدم دستورية معاهدة، أو اتفاق، أو اتفاقية، فلا تتم المصادقة عليها.

المادة 159 :

إذا قرر المجلس الدستوري أن نصا تشريعا أو تنظيميا غير دستوري، يفقد هذا النص أثره، ابتداء من يوم قرار المجلس.

المادة 160 :

يؤسس مجلس محاسبة، يكلف بالرقابة البعدية لأموال الدولة، والجماعات الإقليمية، والمرافق العمومية.

يعد مجلس المحاسبة تقريرا سنويا، ثم يرفعه إلى رئيس الجمهورية. يحدد القانون تنظيم مجلس المحاسبة، وعمله، وجزاء تحقيقاته.

الفصل الثاني المؤسسات الاستشارية

المادة 161 :

يؤسس لدى رئيس الجمهورية مجلس إسلامي أعلى .
يتكون المجلس الإسلامي الأعلى من أحد عشر عضواً يُعيّنهم رئيس الجمهورية من بين
الشخصيات الدينية .
ويتنخب المجلس الإسلامي الأعلى رئيسه من بين أعضائه .

المادة 162 :

يؤسس مجلس أعلى للأمن يرأسه رئيس الجمهورية .
مهمته تقديم الآراء إلى رئيس الجمهورية في كل القضايا المتعلقة بالأمن الوطني .
يحدد رئيس الجمهورية كيفية تنظيم المجلس الأعلى للأمن وعمله .

الباب الرابع

التعديل الدستوري

المادة 163 :

لرئيس الجمهورية حق المبادرة بالتعديل الدستوري، وبعد أن يصوت عليه المجلس الشعبي الوطني، يعرض على استفتاء الشعب للموافقة عليه، ثم يصدره رئيس الجمهورية.

المادة 164 :

إذا رأى المجلس الدستوري مشروع أي تعديل دستوري لا يمس البتة المبادئ العامة التي تحكم المجتمع الجزائري وحقوق الإنسان والمواطن وحرّياتها، ولا يمس، بأي شيء التوازنات الأساسية للسلطات والمؤسسات الدستورية، وعلل رأيه، أمكن رئيس الجمهورية أن يصدر القانون الذي يتضمن التعديل الدستوري مباشرة، دون أن يعرضه على الاستفتاء الشعبي، متى أحرز ثلاثة أرباع من أصوات أعضاء المجلس الشعبي الوطني.

المادة 165 :

يعرض القانون الذي يتضمن مشروع التعديل الدستوري، بعد أن يقره المجلس الشعبي الوطني، حسب الشروط نفسها التي تطبق على النص التشريعي، على استفتاء الشعب للموافقة عليه، خلال الخمسة والأربعين يوماً الموالية لإقرار المجلس إياه.

المادة 166 :

يصح القانون الذي يتضمن مشروع التعديل الدستوري، لاغياً، إذا رفضه الشعب، ولا يمكن عرضه من جديد على الشعب خلال نفس الفترة التشريعية.

المادة 167 :

يصدر رئيس الجمهورية نص التعديل الدستوري الذي أقره الشعب.

حكم انتقالي

يمس التجديد الجزئي الأول ثلاثة أعضاء من المجلس الدستوري، على أن يستخرج كل واحد منهم بالقرعة بين كل عضوين عيبتها أو انتخبتهما سلطة واحدة.



Imprimerie EN-ANEP - Rouiba

Dépôt légal No 28 - 2ème trimestre 1989